

Thème 1 – Croissance économique, mondialisation et mutation des sociétés depuis le milieu du XIXe siècle

Question 2 – Mutation des sociétés

Cours 1

La population active, reflet des bouleversements économiques et sociaux : l'exemple de la France depuis les années 1850 (2h)

I Société industrielle, classes moyennes et paysannerie (1850-1939)

1. L'industrialisation : l'essor du monde ouvrier

- Le secteur industriel augmente rapidement à partir de 1850, dans le contexte de la première puis de la seconde industrialisation. Le nombre d'ouvriers passe de 4 millions vers 1850 à plus de 6 millions en 1939. Le secteur secondaire devient majoritaire en 1926 dans la population active.
- Le monde ouvrier est en fait très divers : il comprend les artisans, des ouvriers travaillant à domicile, des paysans-ouvriers travaillant de façon saisonnière dans l'industrie, les mineurs. Les ouvriers des usines eux-mêmes sont divisés entre ouvriers qualifiés et ouvriers sans qualification, parmi lesquels les travailleurs immigrés. Dans les premières décennies du XXe siècle, le nombre d'ouvriers augmente dans les usines, en particulier celles qui appartiennent aux grandes entreprises qui introduisent le taylorisme et le fordisme dans les méthodes de travail.
- Au XIXe siècle, il faut également compter un nombre de femmes et d'enfants croissant dans la population ouvrière. Leur situation s'améliore lentement grâce à des lois sociales (ainsi, les lois scolaires de 1882) et leur temps de travail diminue. Au total, la classe ouvrière prend progressivement conscience qu'elle forme un groupe à part, cimenté par les luttes sociales, le syndicalisme et même ses loisirs.

2. L'urbanisation : la bourgeoisie et l'émergence d'une classe moyenne

- La bourgeoisie urbaine représente la classe dominante pendant cette période, non par son nombre, mais parce qu'elle impose son système économique (le capitalisme libéral) et ses valeurs (travail, épargne, tempérance, pratique religieuse, etc.). C'est une classe hétérogène : la grande bourgeoisie du monde des affaires n'a bien sûr pas le même mode de vie que la petite ou la moyenne bourgeoisie, principalement composées des professions libérales et des nouvelles classes moyennes.
- Ces classes moyennes se développent avec l'urbanisation : développement du nombre de fonctionnaires, d'employés (dont le nombre est multiplié par quatre entre 1850 et 1936), de commerçants, etc. Souvent issue de parents ou de grands-parents paysans, la promotion sociale de ses enfants est assurée par l'école. A la fin des années 1930, le terme de " cadres " apparaît pour désigner ceux des employés qui exercent des responsabilités plus importantes. On constate donc que la classe moyenne est elle-même très hétérogène.

3. La France demeure largement rurale

- L'exode rural commence après 1850, date à laquelle la France compte plus de 9 millions d'actifs agricoles. La baisse de la population rurale est lente jusqu'en 1914 et concerne surtout les ouvriers agricoles. Elle s'accélère à partir des années 1920, puisqu'on ne compte plus en 1931 que 6,5 millions d'actifs agricoles.
- C'est précisément en 1931 que le nombre d'urbains dépasse celui des ruraux en France. Cette inversion est tardive par rapport aux autres pays européens, Royaume-Uni et Allemagne en particulier. Le secteur primaire représente le plus grand nombre des actifs jusqu'en 1926.
- Le nombre d'exploitants agricoles diminue peu au cours de la période : la France rurale demeure donc un pays de petites exploitations familiales utilisant encore largement des méthodes traditionnelles. La grande transformation des campagnes françaises n'aura véritablement lieu qu'après 1945.

II Les bouleversements des Trente Glorieuses (1945-1973)

1. Augmentation du nombre d'actifs et plein emploi

- La population active est stabilisée depuis les années 1930 autour de 20 millions de personnes. A partir du début des années 1960, elle augmente fortement - plus de 1% par an - jusqu'aux années 1970. L'essentiel de cette croissance est dû à l'essor démographique entamé dans les années 1940, le " baby-boom ", mais également à l'apport de l'immigration et au développement de l'activité féminine salariée. Le salariat, né avec la révolution industrielle, continue de se développer puisqu'il représente 62% de la population active en 1950 et dépasse les 70% en 1960.
- Pendant les Trente Glorieuses, la population active française est donc jeune, mais également mieux formée : le nombre annuel de bachelier augmente constamment, de 27 000 par an à la fin des années 1930 à 170 000 par an en 1968. La crise de mai-juin 1968 témoigne de l'inadaptation du système éducatif, mais il est clair que la démocratisation de l'enseignement est en marche.
- L'augmentation du nombre des actifs n'entraîne pas la montée du chômage, puisque la période est au plein emploi : le taux de chômage est inférieur à 2% jusqu'aux années 1960 et se situe en dessous de 3% au début des années 1970.

2. La " fin des paysans ", l'évolution de l'industrie et l'essor des services

- Le nombre d'actifs agricoles s'effondre, passant de 6 millions en 1946 à 2 millions en 1970. Cette évolution est accompagnée par les autorités qui ne cessent de favoriser la modernisation de l'agriculture (dans le cadre de la PAC) et d'encourager le départ à la retraite d'agriculteurs. On observe donc un déversement de la population active agricole vers les autres secteurs d'activités. C'est " La fin des paysans ", selon le titre de l'ouvrage du sociologue Henri Mendras, paru en 1967.
- Les effectifs du secteur secondaire ne cessent d'augmenter, pour culminer en 1975 (8,3 millions d'actifs dans l'industrie). L'emploi ouvrier se diversifie : on distingue les ouvriers spécialisés (OS), très peu qualifiés et souvent recrutés parmi la main-d'œuvre immigrée, des ouvriers qualifiés (OQ), mieux rémunérés, pouvant profiter de la société de consommation et dont les enfants bénéficient de la démocratisation de l'enseignement.
- C'est toutefois le secteur tertiaire qui se développe le plus rapidement au cours de cette période, puisqu'il dépasse 50% des actifs dans les années 1960. De nombreux

emplois de " cols blancs " accompagnent les mutations sociales (développement de la consommation et des loisirs) et technologiques (mécanisation de l'industrie).

3. De nouvelles conditions de vie

- Au début de la période, les conditions de vie des Français demeurent difficiles : les pénuries et le rationnement se poursuivent jusqu'au tout début des années 1950. Toutefois, la mise en place par l'Etat-providence d'un système de protection sociale (1945) et d'un salaire minimum en 1950, puis l'augmentation des salaires grâce au fordisme, entraînent une augmentation du niveau de vie. La classe moyenne devient largement majoritaire, plus homogène et la plupart des ménages diversifient leurs dépenses.
- L'essentiel de la population active habite désormais dans les grandes villes (dès 1975, 73% des Français sont des citadins) autour desquelles s'étendent les banlieues d'habitations collectives (les grands ensembles et cités) ou pavillonnaires. C'est également la période des villes nouvelles. Cette urbanisation renforce la tertiarisation de la population active.
- C'est également la période au cours de laquelle la population française entre dans la société de consommation. Le développement du crédit à la consommation, de la publicité (la " réclame ") et les premiers supermarchés (au début des années 1960) caractérisent cette société de loisirs. La télévision en est l'un des symboles : 12% des ménages en sont équipés d'un téléviseur en 1969, 88% en 1980. Ce nouveau mode de vie, pérennisé par l'ascension sociale, renforce les transformations de la population active.

III Une société postindustrielle (des années 1970 à nos jours)

1. Désindustrialisation et tertiarisation

- La désindustrialisation de la France commence au début des années 1970. Elle s'explique par une crise profonde des industries traditionnelles (textile, sidérurgie, automobile) et des mines, face à la nouvelle concurrence asiatique et à la mécanisation. Le nombre d'ouvriers passe de plus de 8 millions en 1975 à 5,5 millions dans les années 2000 (soit 20% de la population active). Les " pays noirs ", comme le Nord et l'Est de la France sont particulièrement frappés : les " friches industrielles " se multiplient et le taux de chômage y est particulièrement élevé.
- La tertiarisation de la population active se poursuit, avec une augmentation des emplois de bureau, de la fonction publique et des services. Le taux d'emplois dans les services passe de 50% en 1975 à 77% de nos jours. Le développement continu des loisirs, l'urbanisation et les bouleversements technologiques (informatisation, révolution des NTIC) contribuent également à cette évolution. Cette multiplication d'emplois tertiaires crée une nébuleuse d'emplois très hétérogènes : les sociologues rangent ces actifs, faute de mieux, dans la catégorie des " emplois intermédiaires " ou des classes moyennes.
- L'emploi agricole poursuit sa chute : les petites exploitations agricoles disparaissent au profit des grandes exploitations gérées par des exploitants agricoles toujours moins nombreux (à peine 3% de la population active). Ces exploitants bénéficient d'aides de la part de l'Etat et de l'Union européenne, pour rester compétitifs sur les marchés internationaux de plus en plus compétitifs.

2. Apparition et persistance d'un chômage de masse

- La crise des années 1970 (les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979 l'aggravent mais ne l'explique pas à eux seuls) entraîne de nombreuses fermetures d'usines et des licenciements massifs. Les effectifs du chômage passent de 1 million (1976) à 2 millions

en 1982, puis dépassent la barre des 3 millions en 1993. Il s'agit d'un chômage structurel qui touche particulièrement les jeunes, les travailleurs sans qualification (et donc les ouvriers issus de l'immigration), les employés proches de l'âge de la retraite et les femmes.

- La France est confrontée au renforcement des disparités sociales : les français les moins favorisés (salariés agricoles, ouvriers et employés sans qualification, et plus encore ceux qui possèdent un travail précaire ou sont au chômage) ont peu ou pas accès à la consommation. Et ces dernières décennies ont vu apparaître une catégorie de français totalement exclus (" nouveaux pauvres ", Sans Domiciles Fixe (SDF) appelés autrefois " sans-abri "). On estime à environ 5 millions le nombre de Français vivant actuellement sous le seuil de pauvreté. Par ailleurs, près de 7 millions de personnes seraient touchées par le chômage ou la précarité (RMIstes, employés à temps partiel subi, " travailleurs pauvres ").
- Pour la première fois depuis la Deuxième Guerre mondiale, la peur du déclassement social l'emporte sur l'espoir de l'ascension sociale. Le système scolaire n'assure plus la promotion sociale, d'autant plus qu'une frange importante de la jeunesse sort du système sans vraie qualification (60 000 jeunes par an).

3. La population active française face à la mondialisation et aux défis du XXIe siècle

- La mondialisation est souvent perçue par les Français comme la cause de cette insécurité sociale : les fermetures d'usines dues aux localisations sont largement médiatisées, bien que ce phénomène n'explique qu'un pourcentage minime du chômage. Surtout, la concurrence des pays à bas salaires est considérée comme responsable du chômage de masse.
- Malgré tout, les Français sont massivement entrés dans l'ère des nouvelles technologies (la " troisième révolution industrielle ") et l'enseignement à poursuivi sa massification. Mais en réalité, le fossé s'est creusé entre ceux qui bénéficient d'un emploi stable et la population menacée par la précarité. L'écart entre les revenus s'est creusé et l'explosion des très hauts revenus à partir des années 2000 (les salaires des dirigeants des grands groupes en particulier et leurs " parachutes dorés) donnent l'image d'une " France d'en haut et d'une France d'en bas ". Une autre inégalité fait débat : la différence persistante entre les rémunérations des hommes et celles des femmes.
- Au début du XXIe siècle, la France doit faire face à un autre défi majeur : le vieillissement de la population pose le problème du ratio entre le nombre d'actifs et le nombre d'inactifs (2,1 en 2010, mais en baisse continue) : le pourcentage d'actifs diminue constamment, ce qui entretient un vif débat sur les retraites, le financement de la sécurité sociale et l'immigration.